L'archéologie préventive est, depuis les années 90, la pratique professionnelle la plus courante en Équateur. La législation actuelle oblige toutes les entreprises réalisant des mouvements de terre dans le pays à effectuer des études d'impact environnemental, où une reconnaissance archéologique préalable à la réalisation des travaux est comprise. Le cas échéant, les compagnies pétrolières ou constructrices de routes ainsi que les projets hydroélectriques ou autres, doivent engager les services d'un archéologue pour remplir les exigences légales. Malheureusement, la législation ne contemple pas beaucoup d'aspects qui sont inhérents à la déontologie archéologique et dans bien des cas, les rapports techniques ne reflètent que le besoin de remplir une exigence administrative et non pas une préoccupation responsable envers la connaissance de l'histoire ancienne du territoire équatorien. La situation devient d'autant plus dramatique si l'on prend en compte que jamais auparavant tant de fonds n'avaient été destinés à la recherche archéologique dans le pays. Il est temps d'assumer une attitude éthique professionnelle dans le domaine de l'archéologie de contrat. Dans le symposium, des sujets pertinents pour la théorie et la pratique de cette activité dans plusieurs parties du monde moderne seront traités, de façon à pouvoir établir un dialogue entre les chercheurs nationaux et étrangers, afin de discuter sur des standards minimums dans les méthodologies d'étude et surtout, la présentation des évidences.

Nous ouvrons un débat autour de ces sujets, à partir de la table ronde *Archéologie de contrat: entre la théorie et la pratique*

, qui a eu lieu dans le cadre du III Congrès Équatorien d'Anthropologie et d'Archéologie et aussi, des articles de presse parus dans plusieurs quotidiens du pays.

Pour aller plus loin...

[Archéologie: à la rescousse de la culture](#)

[Le sauvetage de l'archéologie, débattu hier](#)

[Politiques d'archéologie préventive](#)

[Débat sur notre forum](#)

[Déclaration de Guayaquil sur l'archéologie préventive et "d'état d'urgence"](#)